

hebdomadaire

n° 3049 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## HONORAIRES MÉDICAUX: NE PAS DÉPASSER LA DOSE

*La négociation avec les syndicats de médecins a débouché sur un accord a minima, qui vise à encadrer les dépassements d'honoraires plus qu'à les supprimer (lire en page 3).*

### AGIR événements

Secouru par l'État, PSA s'est engagé à ne distribuer aucun dividende pendant trois ans. La question de l'emploi demeure entière.

Lire page 5

Dès 2013, près d'un retraité sur deux sera touché par un nouveau prélèvement voté par le Parlement.

Lire page 6

Entre 2001 et 2010, le nombre d'accouchements a augmenté de 5%, tandis que 20% des maternités ont fermé leurs portes.

Lire page 8

**ON NE NÉGOCIE PAS  
L'AUSTÉRITÉ,  
ON LA COMBAT**

Lire l'éditorial page 4

### AGIR événements

Nouveau, avec Santé-FO, Force Ouvrière procure une couverture santé aux adhérents qui en seraient dépourvus.

Lire page 12

### MONTRE enquête

Aux États-Unis, au-delà de l'élection présidentielle, un ouragan de coupes budgétaires est prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013

Lire pages 17 à 19

### INTERVIEW en pages centrales

Colauréate du prix Nobel de la Paix 2011, la Libérienne Leymah Gbowee a fait escale à Paris pour la sortie de son livre.

L'occasion de rencontrer cette militante pacifiste et féministe, qui combine non-violence et indépendance politique.



Photo DF



Éditorial de Jean-Claude Mailly

# ON NE NÉGOCIE PAS L'AUSTÉRITÉ, ON LA COMBAT

Soutenir les syndicats et les travailleurs espagnols, grecs et portugais, qui seront à nouveau dans l'action le 14 novembre prochain, ne se discute pas. Notre solidarité et notre soutien leur sont acquis.

Cela fait des années, en ce qui concerne Force Ouvrière, que nous critiquons les modalités de la construction européenne. Nous sommes européens depuis nos origines, mais pour une Europe de progrès social, économique et démocratique. Pas une Europe de concurrence sauvage, de dumping social et fiscal, de remise en cause des droits sociaux et des services publics.

Depuis la crise systémique internationale déclenchée en 2007, les autorités européennes et les gouvernements cherchent à boucher les trous pour préserver les intérêts du capital. D'où la logique globale d'austérité. D'où ce qui est imposé par la troïka aux pays en difficulté. D'où le TSCG.

À Force Ouvrière, nous sommes convaincus que, y compris pour soutenir les travailleurs espagnols, grecs ou portugais, il ne faut pas hésiter à combattre les pactes budgétaires. Ne pas le faire, c'est être complices de l'austérité et d'une Europe de plus en plus éloignée des attentes des travailleurs.

Sur ces questions fondamentales, il ne peut être question d'oublier nos revendications. La communication

de court terme ne doit pas prendre le pas sur les questions de fond.

L'austérité est, comme nous l'expliquons, suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Alors oui, y compris le 14 novembre, nous serons tous des travailleurs espagnols, grecs ou portugais. Et nous l'exprimerons conformément à nos positions, sur nos bases, ici par un meeting, là par une distribution de tracts, là encore par un rassemblement ou une manifestation si nos positions sont partagées par d'autres.

On ne négocie pas l'austérité, on la combat.

C'est pourquoi nous continuerons à condamner et combattre le TSCG et la loi organique qui l'accompagne. Solennellement, nous prenons date.

## S O M M A I R E

### AGIR

**Page 2**  
L'actualité en images.

**Page 3**  
Médecine:  
Dépassements d'honoraires:  
accouchement difficile,  
un accord est né.

Un compromis fragile à l'avenir incertain.

**Page 4**  
On ne négocie pas l'austérité,  
on la combat,  
par Jean-Claude Mailly.

**Page 5**  
Automobile:  
La banque de PSA est sauvée,  
pas l'emploi.

**Prime:**  
Les salariés en grève pour l'intéressement chez Ikea.

**Page 6**  
**Budget Sécu:**  
Gouvernement et Parlement en imposent aux retraités.  
Politique industrielle:  
FO Métaux prône la création d'une  
filiale aéronautique française unifiée.

**Page 7**  
Haute tension:  
Les syndicats turcs font bloc pour  
défendre leur liberté.  
Preuve: Faillite de la stratégie du  
FMI et de l'UE en Bulgarie.

**Page 8**  
Accouchement mortel:  
Un drame qui relance le débat sur  
les déserts médicaux.  
Fonction publique: Grève des agents  
FO des affaires maritimes.

**Page 9**

Congrès UD:  
À la Réunion, la relance passera par  
de grands travaux.  
Syndicalisation contre désertification  
en Charente.

**Page 12**  
TPE - Santé: Avec FO,  
les salariés des TPE se couvrent!

### SAVOIR

**Page 14**  
Le chiffre de la semaine.  
Les chiffres utiles.  
Les allocations chômage.

**Page 15**  
Les droits:  
Processus électoral:  
du changement  
Consommation:  
OGM: Une étude qui révèle la  
nécessité d'une... étude.

### RESPIRER

**Page 13**  
Voix de presse:  
Cigarettes, bière et petites taxes.

**Page 16**  
Une sélection de livres.

Théâtre:  
*Journal d'un corps*:  
Daniel Pennac dans le vif du sujet.

### MONTRER

**Pages 17 à 19**  
Les États-Unis au pied du mur.

### INTERVIEW

**Pages 10 et 11**  
Leymah Gbowee: «Je suis indé-  
pendante politiquement et c'est  
une force.»

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Jamel Azzouz (8289)  
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)  
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par  
01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr  
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012:  
**9,40 euros l'heure**,  
soit **1 425,67 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**1 398,35 euros brut**.

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012:  
**3 031 euros**.

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux  
personnes âgées (ASPA)  
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1<sup>er</sup> avril 2012:  
**9 325,98 euros** par an  
pour une personne seule  
**(777,16 euros par mois)**  
**14 479,10 euros** par an  
pour un couple.  
Minimum contributif majoré:  
**8 142,01 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE  
AGIRC ET ARRCO  
Valeurs des points et salaires de  
référence au 1<sup>er</sup> avril 2012  
AGIRC à **0,4330 euros**  
ARRCO à **1,2414 euros**

### Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:  
**23,00 euros**.  
Au cabinet du médecin  
spécialiste:  
**25,00 euros**.

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

500

Une amende allant de 25 à 500 euros peut être infligée à quiconque grignote ou boit dans le centre-ville historique de Rome en dehors des endroits homologués, selon une ordonnance prise par la municipalité, entrée en vigueur le 2 octobre et valable jusqu'au 31 décembre prochain. De telles dispositions ont déjà été prises ailleurs, notamment à Venise et Florence. Nombre d'autres villes à fort patrimoine historique et à court d'argent du fait du désengagement de l'État italien ont instauré des zones de circulation limitée (ZTL, *zona traffico limitato*), signalisées *a minima*, qui piègent régulièrement les touristes, entraînant leur verbalisation à hauteur d'une bonne centaine d'euros, parfois à l'entrée et à la sortie, doublant ainsi la mise. En 2011 et 2012, les crédits du budget de la culture italienne ont successivement diminué de 43% et 33%. Avec une telle fonte, il est à craindre des chutes de pierres historiques.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%  
Assurance-vieillesse: 6,65%  
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (*Taux minima obligatoires*)  
Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%  
● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%  
● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.  
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.  
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €  
3 enfants: 289,82 €  
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge  
des allocations:  
35,74 € de 11 à 16 ans  
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 63,53 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
28,21 euros par jour au  
minimum, mais ne peut  
dépasser 75% du salaire  
journalier de référence  
(salaire des douze mois  
qui ont précédé la rupture  
du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.*

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

SEPTEMBRE 2012 DU 30/09/2011 AU 30/09/2012 DU 01/01/2012 AU 30/09/2012  
-0,3% +1,9% +1%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3<sup>e</sup> trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 123,55 – évolution sur un an: + 2,15%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemni-

sation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

Depuis la promulgation de la lacunaire loi de 2008, modifiant la représentativité syndicale et transformant les élections professionnelles en un rendez-vous primordial pour l'activité syndicale, les recours en justice se multiplient en la matière. Ici, la Cour de cassation a dû casser un jugement d'un tribunal d'instance qui validait

un accord à l'unanimité malgré l'absence d'organisations syndicales ayant quitté la table des négociations. Les partants avaient tout d'abord participé, a fait justement remarquer la plus haute juridiction française, qui a apporté des précisions sur les conséquences de la non-validité du protocole préélectoral.

## PROCESSUS ÉLECTORAL: DU CHANGEMENT

Le processus électoral en entreprise fait l'objet d'un encadrement précis par le Code du travail. En effet, au titre des articles L.2314-23 et L.2324-21 du même Code, les modalités d'organisation et de déroulement des élections doivent être fixées, par accord entre l'employeur et les organisations syndicales intéressées, dans un **protocole préélectoral**. Les articles L.2314-3-1 et L.2324-4-1 du Code du travail précisent par ailleurs que la validité de cet accord est subordonnée à une condition de double majorité: le protocole doit être signé par la majorité des organisations syndicales ayant participé à sa négociation, dont les organisations syndicales représentatives ayant recueilli la majorité des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles.

Mais que se passe-t-il si des syndicats quittent la table des négociations? Comment doit-on alors calculer la majorité? Ces questions ont leur importance car la non-validité du protocole préélectoral autorise une partie à saisir l'autorité administrative pour trancher un certain nombre de questions dont le périmètre de l'élection, la répartition des sièges et des électeurs dans les collèges. Il faut donc déterminer les conséquences d'une telle **saisine** au regard du processus électoral.

Par un arrêt de principe de la chambre sociale rendu en date du 26 septembre 2012 (Cass. soc., 26 septembre 2012, n° 11-60.231 P+B+R+I), qui figurera dans son rapport annuel, la Cour de cassation sanctionne le tribunal d'instance de Puteaux pour avoir décidé, dans son jugement du 6 juillet 2012, que les élections professionnelles litigieuses étaient valides. Dans cette affaire, des négociations ont été engagées en vue de l'organisation d'élections professionnelles au sein de la société Avis. Deux des quatre

syndicats invités ont quitté la table des négociations, dont le syndicat CFTC de la métallurgie des Bouches du Rhône. Un accord préélectoral a finalement été conclu le 22 avril 2011 entre l'employeur et les organisations syndicales restantes. Le syndicat CFTC a alors saisi la **DIRECCTE** (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) afin que soient déterminés le nombre et le périmètre des établissements distincts pour les élections. Mais le processus électoral s'est poursuivi et la DIRECCTE a rendu deux décisions postérieurement à la tenue des élections.

Le syndicat CFTC a alors saisi le tribunal d'instance de Puteaux d'une demande d'annulation des élections, contestant, entre autres, la validité du protocole préélectoral. Les juges du fond ont débouté le syndicat de ses demandes et ont reconnu la validité des élections litigieuses. En effet, la juridiction de première instance a considéré que «le départ (des deux organisations syndicales) a eu pour effet nécessairement de réduire le nombre des participants à la négociation, et que c'est à bon droit que l'employeur a estimé que le protocole avait ainsi été signé à l'unanimité des organisations syndicales présentes [...] et [...] que l'intervention de l'autorité administrative ne peut avoir pour effet de modifier le scrutin qui pouvait se poursuivre en toute régularité». La CFTC a formé un pourvoi à l'encontre de cette décision.

Pour casser le jugement du tribunal d'instance, la Haute juridiction apporte dans un premier temps une précision notable sur la notion de participation pour la condition de double majorité. Elle retient que «doivent être considérées comme ayant participé à la négociation les organisations syndicales

qui, invitées à celle-ci, s'y sont présentées, même si elles ont ensuite décidé de s'en retirer». De ce fait, il suffit qu'un syndicat se soit présenté à une négociation du protocole préélectoral pour que sa participation soit prise en compte pour déterminer s'il y a eu respect ou non de la condition de signature par la majorité des organisations syndicales prévue par le Code du travail.

En cas de litige, c'est au tribunal d'instance, juge naturel de l'élection, de se prononcer sur la validité ou non du protocole. Mais s'il est certain que le protocole n'est pas valide, et que personne ne le conteste, l'autorité administrative pourra se prononcer sur les demandes qui lui sont faites sans que la saisine préalable du tribunal d'instance soit nécessaire.

La reconnaissance de la non-validité du protocole préélectoral n'est donc pas sans conséquence puisqu'elle autorise une des parties à la négociation à saisir l'autorité administrative (la DIRECCTE) afin que soient déterminés le périmètre de déroulement des élections, la répartition des électeurs dans les collèges ou la répartition des sièges entre les collèges. C'est ce qu'avait reconnu le Conseil d'État dans une décision du 31 mai 2012 (CE, 31 mai 2012, n° 354186), précisant par la même occasion que la décision de la DIRECCTE devait intervenir avant la tenue des élections et à défaut, que ladite décision serait dépourvue d'effet.

Dans notre affaire, la Cour de cassation apporte deux précisions importantes quant aux effets de la saisine de l'autorité administrative. Confirmant la possibilité de saisir la juridiction administrative en l'absence de protocole préélectoral valide, la Haute juridiction innove en jugeant, d'une part, que la saisine de la DIRECCTE emporte suspension du processus électoral, et ce, jusqu'à la décision de cette

dernière et, d'autre part, que cette suspension entraîne «la prorogation des mandats en cours jusqu'à la proclamation des résultats du premier tour du scrutin».

En d'autres termes, dès lors qu'il y aura saisine de la DIRECCTE, la mise en place des élections professionnelles sera suspendue, et l'employeur sera par la suite tenu d'organiser ces élections conformément à la décision de la DIRECCTE. Cela aurait pu être préjudiciable pour les élus dont les mandats auraient expiré durant le délai de suspension. Mais pour faire échec à toute incertitude, la Cour de cassation innove et pose clairement la saisine de la DIRECCTE en nouveau motif de prorogation automatique des mandats en cours.

Jusqu'à présent, la jurisprudence considérait que seul un accord unanime permettait de proroger des mandats. Désormais, ce ne sera plus le cas. Cette décision marque ainsi une petite révolution dans le fonctionnement du processus électoral dans l'entreprise.

### PROTOCOLE ÉLECTORAL

Ou protocole d'accord préélectoral (PAP). Accord concernant l'organisation des élections professionnelles et conclu préalablement entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales concernées.

### SAISINE

Acte par lequel une demande est portée devant une juridiction. Généralement faite par citation, assignation, requête ou déclaration au greffe.

### DIRECCTE

Acronyme pour Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. Issues, en 2010, de la fusion des huit organismes réalisée dans le cadre de la RGPP (Révision générale des politiques publiques).

### CONSOMMATION

## OGM: UNE ÉTUDE QUI RÉVÈLE LA NÉCESSITÉ D'UNE... ÉTUDE

Haro sur le Séralini! En l'occurrence, sur l'auteur d'une enquête choc sur la toxicité des OGM, notamment du maïs OGM NK603. Celui-ci provoquerait de spectaculaires tumeurs sur des rats de laboratoire et les conclusions de l'enquête précitée une violente poussée de boutons chez les pro-OGM. D'autant qu'ils essuient un tir de barrage singulièrement groupé, qui les a apparemment pris au dépourvu: après la révélation des résultats de son étude, le 19 septembre dernier, le professeur Gilles-Éric Séralini publie un livre, *Tous cobayes!* (Flammarion), le 26 septembre, le jour même de la sortie du film de Jean-Paul Jaud *Tous cobayes?* Les lobbies pro-OGM brandissent aussitôt, une fois n'est pas coutume, la théorie du complot écolo,

arme qu'ils récusent à leurs adversaires, avant de fourbir les leurs dans un désordre peu rationnel. Décivant le professeur Séralini, biologiste à l'université de Caen, comme un «écologiste» notoire, du même acabit que Jaud, sans doute le scoop du siècle, ils l'attaquent en se parant d'avis discutables tels que ceux de l'EFSA (European Food Safety Authority), l'Autorité de sécurité des aliments de l'Union européenne, pourtant récemment plombée par des conflits d'intérêts avec les multinationales de l'agroalimentaire, ou d'académies nationales hexagonales, dont seuls quelques membres ont été convoqués, oubliant au hasard le statisticien. Quant au géant Monsanto, il a visiblement activé de totalement désintéressés relais scientifiques. Quelles

que soient les controverses sur le protocole employé dans son étude par le Pr Séralini, cette dernière démontre *a contrario* que les enquêtes des pro-OGM sont tout aussi contestables et que rien ne prouve l'innocuité des OGM, notamment à long terme, comme le demandait déjà l'AFOC en 2008. Mais, d'autant plus en ces temps où austérité ne rime pas avec sécurité, qui va mettre plusieurs millions d'euros dans la réalisation d'une telle enquête qui n'offre aucune suite rentable? En tout cas pas le consommateur lambda, qui s'offre déjà gratuitement comme cobaye.

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).